



**PRÉFÈTE
DES VOSGES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

REGISTRE 2024 DES ACTIVITÉS DE TRAITEMENTS DE DONNÉES PERSONNELLES

De la préfecture et du SGCD des Vosges

Le 24 novembre 2023, le Secrétaire général du ministère de l'Intérieur a diffusé une note ayant pour objet le nouveau registre communicable des activités de traitement de données personnelles. Dans cette note, il a informé les structures de la nécessité d'uniformiser les registres afin de renforcer la sécurité des personnes et des systèmes d'information lors de leurs diffusions dans un contexte de transparence.

Il est rappelé que ce registre doit être rempli dans la mesure du possible, dans une **optique synthétique** : il ne s'agit pas de recenser chaque traitement individuellement, mais de regrouper les traitements concourant à une même activité et répondant à des caractéristiques similaires.

Un correspondant du délégué à la protection des données (DPD) est nommé dans chaque département. Dans les Vosges, Mme Morgane BOUCHER a été désignée afin de remplir cette fonction. Dans le cadre de ses missions principales, Mme BOUCHER a contribué à l'élaboration/l'actualisation du registre de l'ensemble des traitements existants contenant des données personnelles.

Sur l'ensemble du périmètre couvert par ce registre, les mesures de sécurité mises en œuvre en lien avec la **Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM** sont les suivantes :

- Sécurité bâtementaire
- Contrôle d'accès usager aux ordinateurs et applications sensibles
- Filtre de confidentialité sur les écrans de tous les ordinateurs portables
- Sécurisation des mots de passe
- Contrôle d'accès agents habilités aux dossiers du serveur local
- Suppression des données temporaires et des cookies du navigateur à chaque fermeture
- Utilisation obligatoire d'un VPN

Coordonnées du correspondant local au délégué ministériel à la protection des données :

Morgane BOUCHER

Responsable suppléante de la cellule performance & correspondante RGPD

Place Foch B.P. 88026 EPINAL CEDEX

03 29 69 87 04

morgane.boucher@vosges.gouv.fr

Table des matières

Activité 1 : Représentation de l'État.....	4
Activité 2 : Ordre public et sécurité.....	6
Activité 3 : Polices administratives.....	9
Activité 4 : Communication.....	11
Activité 5 : Actions de sécurité civile et de gestion de crises.....	13
Activité 6 : Qualité et performance.....	15
Activité 7 : Accueil.....	16
Activité 8 : Gestis ressources humaines	18
Activité 9 : Gestion de l'action sociale.....	21
Activité 10 : Santé et médecine de prévention.....	23
Activité 11 : Systèmes d'informatit de communication	25
Activité 12 : Finances.....	28
Activité 13 : Logistique.....	30
Activité 14 : Immobilier.....	32
Activité 15 : Étrangers.....	34
Activité 16 : Élections.....	36
Activité 17 : Animation, pilotage interministériels et développement du territoire	38
Activité 18 : Affaires juridiques.....	40
Activité 19 : Contrôle de légalité.....	42
Activité 20 : Politique environnementale.....	44
Activité 21 : Contrôle budgétaire et intercommunalité.....	46
Activité 22 : Ruralité.....	48

Activité 1 : Représentation de l'État

Bureau de la représentation de l'État

Finalités	
Finalité 1	Gestion des affaires réservées
Finalité 2	Traitement et suivi des interventions
Finalité 3	Distinctions honorifiques
Finalité 4	Relations avec les élus du département
Finalité 5	Protocole, déplacements et cérémonies offici
Finalité 6	Relations avec la société civile (monde économique, associatif, médias, représentants du culte etc.)
Bases de licéité	
RGPD	OUI Article 6 1 (e)
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Fondements juridiques	
	décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements
Catégories de personnes concernées	
	Elus
	Usagers
	Responsables d'organismes publics ou privés
	Membres de la société civile
	Agents de l'Etat
Catégories de données traitées	
	Données d'identification, coordonnées, justificatifs...
	Photos
	Selon les besoins (dossiers de décorations, relations avec les élus ou les associations...), données dites sensibles : origine raciale ou ethnique, opinions politiques, religieuses, philosophiques ou syndicales, santé, sexualité.
	Éléments relatifs à la vie personnelle
	Éléments relatifs à la vie professionnelle
	Selon les besoins (dossiers de décorations...): Infractions et condamnations
	Informations diverses transmises par l'utilisateur
	Historique des demandes et des échanges

Catégories de destinataires	
	Services en charge du traitement
	Autres services / autres organismes (autres administrations, services de police et de gendarmerie, gouvernement, Présidence de la république, Grande chancellerie de la légion d'honneur)
	« Personnes concernées »
Existence de transferts de données hors UE	
	Non
Durée de conservation prévue	
Mesures de sécurité	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
Historique des mises à jour	
Date de création	31/05/2024
Dates de mise à jour	

Activité 2 : Ordre public et sécurité

Bureau de la sécurité et de l'ordre public, Secrétariat du cabinet

Finalités	
Finalité 1	Manifestations sur la voie publique et grands rassemblements (manifestations revendicatives arrondissement Épinal zone police, culturelles, rave party)
Finalité 2	Hospitalisation en soins psychiatriques sans consentement
Finalité 3	Gens du voyage (risque de trouble, grand passage)
Finalité 4	Enquêtes administratives
Finalité 5	Prévention de la délinquance et de la radicalisation
Finalité 6	Concours de la force publique
Finalité 7	Débats de boîtes établissements assimilés
Finalité 8	Activités privées de surveillance et de gardiennage ; g particuliers
Finalité 9	Polices municipales
Finalité 10	Convoyeurs de fonds
Finalité 11	Prévention de la délinqu
Finalité 12	Instruction en famille
Bases de licéité	
RGPD	Oui Article 6 1 (e)
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Oui (lutte contre la radicalisation)
Fondements juridiques	
	décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements
Catégories de personnes concernées	
	Usagers
	Patients (personnes présentant une menace à l'ordre public)
	Candidats (policiers municipaux, activités privées de sécurité, agents de sûreté)
	Professionnels
Catégories de données traitées	
	Identité, coordonnées personnelles et professionnelles, immatriculation des véhicules
	Photo

	Vie personnelle (éléments relatifs à la famille de la personne intéressée)
	Vie professionnelle (nom de l'employeur, SIRET, type de li et horaire de fermeture pour les débits de boissons)
	Données sensibles : santé (personnes hospitalisées sous contrainte, aptitude médicale pour le port d'armes par les policiers municipaux et les convoyeurs), potentiellement tout type de donnée sensibles (notamment pour les déclarations de manifestations selon leur objet)
	Données d'infractions et condamnations pénales
	Données de localisation (lieu de déplacement des patients lors des sorties ou programme de soins, itinéraire parcouru pour les manifestations, lieu de stationnement de caravanes)
	Données relatives aux enquêtes (de la dem synthèse de l'enquête, avis rendu)
	Données concernant les débits de boissons (type de licence, horaire de fermeture, fermeture définitive ou cession du fonds de commerce)
Catégories de destinataires	
	Services en charge des traitements et direction du cabinet
	Forces de l'ordre, autorité judiciaire
	Autres administrations (ARS, hôpitaux psychiatriques, mairies, communautés d'agglomération, service départem d'incendie et de secours) / tribunaux
	Service national des enquêtes administratives de sécurité
Existence de transferts de données hors UE	
	Non
Durée de conservation prévue	
	Charte d'archivage et destructis fichiensibles
Mesures de sécurité	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
	Convention RGPD avec la DSDEN pour l'instruction en famille
	Armoire sécurisée pour les données sensibles
	Sensibilisation des agents à la sécurité et à la confidentialité des données
	Sécurité bâtimementaire renforcée
Historique des modifications	
Date de création	31/05/2024
Dates de mise à jour	

Activité 3 : Polices administratives

Bureau des polices administratives

Finalités	
Finalité 1	Vidéo-protection
Finalité 2	Armes, explosifs, activités pyrotechniques et artificiers
Finalité 3	Gardes particuliers (manifestations sportives)
Finalité 4	Manifestations sportives
Finalité 5	Délivrance d'arrêtés concernant les garde-particuliers
Finalité 6	Gestion des professions réglementées (Taxis, VTC, fourrières, dépanneurs autoroutiers)
Bases de licéité	
RGPD	Oui Article 6 1 (e)
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Fondements juridiques	
	Décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements
Catégories de personnes concernées	
	Usagers
	Professionnels
	Candidats (activités privées de sécurité, agents de sûreté)
Catégories de données traitées	
	Données d'identification, coordonnées personnelles et professionnelles
	Vie professionnelle (nom de l'employeur, SIRET, caractéristiques de l'arme, prestation de serment, n° de et date de délivrance pour les détenteurs d'armes, injonction préfectorale et notification de la décision du préfet pour les interdictions de détention d'armes)
	Données sur la manifestation sportive projetée (date, horaire, parcours ou lieu, nombre de personnes attendues)
	Données relatives aux infractions et aux condamnations
	Données de localisation (pour les carrières d'où proviennent les artifices, lieu faisant l'objet de la vidéoprotection ou lieu d'utilisation projetée pour les explosifs)
	Données relatives aux enquêtes (de la dem synthèse de l'enquête, avis rendu)
Catégories de destinataires	
	Services en charge des traitements
	Membres de la commission départementale de vidéoprotection
	Forces de l'ordre, autorité judiciaire
	Autres administrations (ARS, mairies)

Existence de transferts de données hors UE	
	Non
Durée de conservation prévue	
	Archivage papier régulier aux archives départementales
	Pas de gestion de conservation des données numériques
Mesures de sécurité	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
	Sécurité bâtementaire renforcée
Historique des modifications	
Date de création	31/05/2024
Dates de mise à jour	

Activité 4 : Communication

Bureau de la communication interministérielle

Finalités	
Finalité 1	Gestion du site internet de la Préfecture
Finalité 2	Gestion des comptes du Préfet sur les réseaux sociaux
Finalité 3	Rédaction de lettres d'informations (gestion des abonnés)
Finalité 4	Communication de crise
Finalité 5	Relations avec la presse
Finalité 6	Établissement de statistiques
Bases de licéité	
RGPD	Oui Article 6 1 (e) (missions d'information générale du public et de gestion des crises) et (f) (connaître le lectorat de ses publications pour mieux cibler ses actualités)
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Fondements juridiques	
	décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements
Catégories de personnes concernées	
	Particuliers
	Professionnels
	Agents
Catégories de données traitées	
	Données d'identification, coordonnées
	Vie personnelle (dans le des messages reçus par la préfecture, si la personne qui écrit en fait état)
	Vie professionnelle (employeurs) (dans le des relations avec la presse ou si ça a été communiqué dans le formulaire de contact)
	Photos (dont photos agents de la préfecture) et vidéos
	Potentiellement, données dites sensibles en fonction de la nature des contenus publiés sur internet ou des éléments portés à la connaissance de l'administration par la personne qui remplit le formulaire de contact : origine raciale ou ethnique, opinions politiques, religieuses, philosophiques ou syndicales, santé, sexualité.

Catégories de destinataires	
	Service communication (communication interne et externe)
	Cabinet du Préfet
	Autres administrations du département
	Ministères (dont cabinets)
	Internautes (pour les publications)
	Presse
Existence de transferts de données hors UE	
	Oui (réseaux sociaux situés notamment aux États-Unis et en Chine)
Durée de conservation prévue	
	Archivage des messages sur les réseaux sociaux
	Traitement des boîtes mails tous les mois (archivage/suppression)
	Suppression des informations périmées sur le site web
Mesures de sécurité	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
	Suppression systématique du contenu des cartes mémoires des appareils numériques (appareils p , etc)
Historique des mises à jour	
Date de création	31/05/2024
Dates de mise à jour	

Activité 5 : Actions de sécurité civile et de gestion de crises

Bureau du service interministériel de défense et de protection civile

Finalités	
Finalité 1	Annuaire opérationnels
Finalité 2	Dispositifs d'informations et d'alertes
Finalité 3	Formations de sécurité civile
Finalité 4	Indemnisation des membres de jurys de secourisme
Finalité 5	Agrément des associations
Finalité 6	ERP
Finalité 7	Gestion des habilitations
Finalité 8	Réglementation aérienne
Finalité 9	Sûreté aéroportuaire et portuaire
Finalité 10	Accidentologie en montagne
Finalité 11	Manifestation sur la voie publique et grands rassemblements
Bases de licéité	
RGPD	Oui Article 6 1 (e)
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Fondements juridiques	
	Décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements
Catégories de personnes concernées	
	Professionnels
	Membres des jurys, conseils et commissions
	Usagers (candidats)
	Agents des partenaires publics (collectivités territoriales, SDIS etc.)
Catégories de données traitées	
	Données d'identification, coordonnées
	Éléments relatifs à la vie professionnelle
	Éléments d'ordre économique et financier
	Données sur les activités en lien avec les réglementations aériennes comme survol de drones, lâcher de ballon (date, horaire, parcours ou lieu, nombre de personnes attendues)
	Données relatives aux enquêtes (objet de la demande, synthèse de l'enquête, avis rendu)

Catégories de destinataires	
	Agents du SIDPC
	Corps préfectoral
	Service en charge des règlements
	Autres administrations (SDIS, forces de l'ordre, communes etc.)
	Ministère de l'Intérieur (DGSCGC)
	Personnes concernées
	Données sur les activités en lien avec les réglementations aériennes comme survol de drones, lâcher de ballon
Existence de transferts de données hors UE	
	Non
Durée de conservation prévue	
	Archivage papier avec archives départementales
	Pas de gestion de conservation des données numériques
Mesures de sécurité	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
	Sécurité bâtementaire renforcée
Historique des modifications	
Date de création	31/05/2024
Dates mise à jour	

Activité 6 : Qualité et performance

Cellule performance

Finalités	
Finalité 1	Organisation de l'accueil (plannings, annuaires, points d'accueil numérique, standard)
Finalité 2	Suivi des engagements qualité
Finalité 3	Mesure de la perform
Finalité 4	Recueil des demandes des usagers
Bases de licéité	
RGPD	Oui 6 1(f) qualité du fonctionnement des services
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Fondements juridiques	
Catégories de personnes concernées	
	Usagers
	Agents
Catégories de données traitées	
	Données d'identification, coordonnées
	Eléments relatifs à la vie personnelle
	Eléments relatifs à la vie professionnelle
	Statistiques
	Retours qualité
Catégories de destinataires	
	Services en charge des traitements
Existence de transferts de données hors UE	
	Non
Durée de conservation prévue	
Mesures de sécurité	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
Historique des modifications	
Date de création	31/05/2024
Dates de mise à jour	

Activité 7 : Accueil

Bureau des relativec les usagers

Finalités	
Finalité 1	Organisation de l'accueil (plannings, points d'accueil numérique)
Finalité 2	Recueil des demandes des usagers
Finalité 3	Commissions médi
Finalité 4	Délivrance des passeports d'urgence, de mission, de service
Bases de licéité	
RGPD	Oui 6 1(f) qualité du fonctionnement des services
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Fondements juridiques	
Catégories de personnes concernées	
	Usagers
	Agents et autres services
Catégories de données traitées	
	Données d'identification (passeport, CNI), coordonnées
	Éléments relatifs à la vie personnelle
	Éléments relatifs à la vie professionnelle
	Statistiques
	Retours qualité
	Infractions, suspension de permis, fichier SIV
Catégories de destinataires	
	Services en charge des traitements
Existence de transferts de données hors UE	
	Non
Durée de conservation prévue	
	Données titres : 15 ans
	Destruction des données sensibles après traitement
Mesures de sécurité	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
	Contrôle accès agents habilités au bureau
	Coffre-fort sécurisé pour les titres sur support physique
Historique des modifications	
Date de création	31/05/2024
Dates de mise à jour	

Activité 8 : Gestion des ressources humaines

Bureau des ressources humaines

Finalités	
Finalité 1	Processus de recrutement des contractuels, des apprentis, des stagiaires et des personnels en service civique
Finalité 2	Gestion administrative des agents
Finalité 3	Gestion de la campagne des entretiens annuels professionnels
Finalité 4	Gestion des avancements et des mobilités
Finalité 5	Entretiens menés par le conseiller mobilité carrière et réalisation des bilans de compétence
Finalité 6	Suivi des absences
Finalité 7	Gestion de la paye (traitements, primes, astreintes, GIPA, remboursement domicile travail etc.)
Finalité 8	Mise en œuvre de la formation des agents (besoins en formation et formations suivies, suivi du compte personnel de formation etc.)
Finalité 9	Organisation des élections professionnelles
Finalité 10	Gestion du temps de travail (temps partiel, interventions, heures supplémentaires etc.) et organisation du travail
Finalité 11	Gestion relative aux demandes des comptes épargne temps des agents
Finalité 12	Gestion du dispositif de télétravail
Finalité 13	Pilotage de la masse salariale, suivi des effectifs et réalisation de statistiques
Finalité 14	Mise en œuvre du dialogue social
Finalité 15	Gestion des procédures disciplinaires
Finalité 16	Gestion du contentieux
Finalité 17	Gestion des agents partant à la retraite
Finalité 18	Gestion et diffusion des plannings de présence, d'organigrammes

Bases de licéité	
RGPD	<p>Oui</p> <p>Article 6 (1) c</p> <p>le traitement est nécessaire au respect d'une obligation légale à laquelle la préfecture est soumise, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 modifié (droits/obligations/gestion des contractuels) - Décret n°2007-1470 du 15 octobre 2007 (formation) - Décret n° 2009-1065 du 28 août 2009 (CET) - Décret n° 2016-151 du 11 février 2016 modifié relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du télétravail dans la fonction publique et la magistrature - Décret n° 2020-1427 du 20 novembre 2020 (comités sociaux d'administration) - Décret n° 2017-928 du 6 mai 2017 (compte personnel de formation) <p>Pour les autres finalités, la base juridique est l'article 6 (1) f du RGPD : le traitement est nécessaire aux fins des intérêts légitimes poursuivis par la préfecture (gérer les moyens humains nécessaires à la réalisation de ses missions)</p>
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement sécurité de l'Etat)	Non
Fondements juridiques	
Catégories de personnes concernées	
	Candidats à un poste de contractuel
	Agents titulaires et contractuels
	Volontaires en service civique
	Membres de la famille d'un agent ou autre personne à contacter
	Stagiaires et apprentis
	Prestataires de service (formation)
Catégories de données traitées	
	Données d'identification, coordonnées personnelles et professionnelles, p
	Vie personnelle et justificatifs (situation familiale)
	Vie professionnelle (éléments contenus dans le CV, poste occupé, position administrative, formations suivies et besoins exprimés, appréciation de l'agent et souhait éventuel de mobilité, dates des différents congés, des absences, dates de départ, jours de télétravail, nom du prestataire de service etc.)

	Éléments d'ordre économique et financier (RIB, avis d'imposition, bulletins de paie, rémunération versée dont montant des primes, heures supplémentaires, imputations budgétaires etc.)
	Présence et discipline : aperçu des présences, motifs des absences, mesures disciplinaires
	Éléments contenus dans le dossier de contentieux
	Données sensibles : appartenance syndicale, santé, religion (selon le droit du travail)
	NIR (selon le droit social)
	ID nominatifs pour accéder à l'application DIALOGUE
Catégories de destinataires	
	Services en charge des traitements
	Représentants du personnel
	Agents du Ministère (DRH)
	Agents de la direction régionale des finances publiques
	Personnes concernées
	Hiérarchie de l'agent
	Prestataires de service
	Directions départementales interministéri
	DINUM (annuaire Maia)
	La Caisse des dépôts et consignations (comptes formation)
Existence de transferts de données hors UE	
	Non
Durée de conservation prévue	
Mesures de sécurité	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
Historique des mises à jour	
Date de création	31/05/2024
Dates de mise à jour	

Activité 9 : Gestion de l'action sociale

Bureau des ressources humaines – action sociale

Finalités	
Finalité 1	Organisation de l'évènement annuel « arbre de Noël »
Finalité 2	Versement de prestations sociales et diverses aides
Finalité 3	Gestion des actions d'initiative locale
Finalité 4	Gestion et suivi de la dotation handicap
Finalité 5	Gestion des offres et des aides aux loisirs
Finalité 6	Restauration collective
Finalité 7	Initiatives locales
Finalité 8	Médecine de prévention
Finalité 9	Commission de secours pécuniaires (en lien avec l'assistance sociale de Meurthe et Moselle)
Bases de licéité	
RGPD	Oui Article 6 (1) f: le traitement est nécessaire aux fins des intérêts légitimes poursuivis par la préfecture (en référence à l'article L731-1 et suivants du Code général de la fonction publique relatif à l'action sociale)
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Fondements juridiques	
Catégories de personnes concernées	
	Agents
	Membres de la famille de l'agent
	Prestataires externes
Catégories de données traitées	
	Coordonnées personnelles et professionnelles
	Vie personnelle (situation familiale, composition du f date de naissance des enfants, livret de famille, n° secu)
	Vie professionnelle (statut, catégorie, ministère d'appartenance, grade, corps, dénomination sociale du fournisseur)
	Informations d'ordre économique et financier (ressources financières, RIB, avis d'imposition, décision de versement par la préfecture avec montant, indice majoré)
	Données sensibles selon les dossiers : santé (handicap) et justificatifs (décisions MDPH)

Catégories de destinataires	
	Service d'action sociale (la régie Chorus à Strasbourg récupère les numéros des valeurs inactives pour déterminer à qui appartient les tickets)
	Le service en charge des finances pour le paiement
	DRFIP
	Prestataires de services participant à la réalisation des actions sociales (loisirs), restauration : l'ARAFE, boulangeries
Existence de transferts de données hors UE	
	Non
Durée de conservation prévue	
Mesures de sécurité	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
Historique des mises à jour	
Date de création	31/05/2024
Dates de mise à jour	

Activité 10 : Santé et médecine de prévention

Bureau des ressources humaines

Finalités	
Finalité 1	Gestion des accidents de travail
Finalité 2	Gestion des visites médicales
Finalité 3	Instructions sur les aménagements de poste
Finalité 4	Suivi de la santé au travail – risques psychosociaux (préparation des dossiers pour la cellule de veille)
Finalité 5	Suivi des agents en congé longue maladie, en congé longue durée, en temps partiel thérapeutique etc.
Finalité 6	Suivi des vaccinations
Finalité 7	Suivi du recensement des agents reconnus travailleurs handicapés
Bases de licéité	
RGPD	Oui Article 6 (1) c du RGPD – le traitement est nécessaire au respect d’une obligation légale à laquelle la préfecture est soumise.
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l’Etat)	Non
Fondements juridiques	
	Notamment : Décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 modifié (droits/obligations/gestion des contractuels)
Catégories de personnes concernées	
	Agents
	Equipe médicale
Catégories de données traitées	
	Données d’identification, coordonnées
	Vie personnelle
	Vie professionnelle (grade, carrière, date d’entrée dans l’administration etc.).
	Données de localisation (secteur géographique de compétence du médecin)
	Informations d’ordre économique et financier (taux de rémunération, RIB)
	Données sensibles : santé (état de santé, RQTH, récapitulatif des arrêts de travail, date accident, date arrêt, rechute, date rapport, date arrêté, date reprise, date de consolidation, avis du médecin de prévention ou de la commission de réforme, soins dispensés, informations sur les vaccinations précédentes) et justificatifs (certificats médicaux etc.)
	NIR

Catégories de destinataires	
	Services en charge du traitement
	Médecin de prévention
	Membres de la commission de réforme
	Médecin expert agréé
	Membres du comité social
	L'assistante sociale
Existence de transferts de données hors UE	
	Non
Durée de conservation prévue	
	Données du dossier individuel conservées selon les durées prévues à l'arrêté du 21 décembre 2012 relatif à la composition du dossier individuel des agents publics géré sur support électronique
Mesures de sécurité	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
Historique des mises à jour	
Date de création	31/05/2024
Dates de mise à jour	

Activité 11 : Systèmes d'informations et de communication

Service interministériel départemental des systèmes d'information et de communication

Finalités	
Finalité 1	Gestion des annuaires téléphoniques et numériques
Finalité 2	Gestion de la messagerie électronique professionnelle et des listes de diffusion
Finalité 3	Gestion de la téléphonie (fixe et mobile) – mutualisation des standards
Finalité 4	Gestion des comptes Orion – suivi de l'accès à internet
Finalité 5	Gestion des contrôles d'accès aux bâtiments (+ stationnement au parking DDETS-PP)
Finalité 6	Recensement des habilitations informatiques des applications installées en préfecture et en sous-préfecture (applicatifs : Passage 2, CHEOPS)
Finalité 7	Inventaire des matériels informatiques et télécoms mis à la disposition des agents (GLPI) ; gestion des copieurs et droits d'accès aux copieurs ; gestion des réservations de salles et de véhicules
Finalité 8	Gestion des demandes support utilisateur (GLPI)
Finalité 9	Enregistrement des appels téléphoniques reçus au standard
Finalité 10	Tenue du registre de récépissé de délivrance des cartes agents et des cartes ANTS
Finalité 11	Générer des statistiques et des rapports liés à l'utilisation du télép par les usagers de la préfecture
Finalité 12	Gérer les contacts techniques du SIDSIC (sous-traitance)
Finalité 13	Gestion de la vidéo surveillance des bâtiments de la préfecture
Finalité 14	Gestion des appels d'urgence
Bases de licéité	
RGPD	Oui Article 6 (1) f du – fourniture des moyens numériques nécessaires à l'activité des agents de la préfecture
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Fondements juridiques	

Catégories de personnes concernées	
	Agents
	Élus
	Professionnels (Sous-traitants, autres administrations)
	Agents de commissariat, pompiers
Catégories de données traitées	
	Données d'identification (dont RIO, matricule, photos), coordonnées professionnelles (mail, n° de téléphone, adresse postale)
	Vie professionnelle (fonction, affectation, habilitations professionnelles, profil métier, grade, service d'appartenance)
	Images vidéo
	Données sur les matériels (N° de série, N° carte sim, code puk, Imei...)
	Journal des communications entrantes et sortantes ; données de connexion (date et heure de connexion, mots de passe, journaux windows ou logiciel libre) ; journal des réservations de salles
	Données sur les incidents remontés au SIDSIC (objet, date de survenance, n° ticket, résolution du problème)
	Données sur les habilitations : droits d'accès aux serveurs
	Données de véhicules (immatriculation, type de véhicule)
	Dossiers du serveur local avec le compte administrateur
Catégories de destinataires	
	Service en charge du traitement
	Hierarchie
	DDI (mutualisation des moyens informatiques au SGCD)
	Ministères
	Sous-traitants
Existence de transferts de données hors UE	
	Non
Durée de conservation prévue	
Mesures de sécurité	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
	Coffre-forts ; armoires verrouillées
	Sécurité bâtementaire renforcée
	Droits d'accès au bureau validés par le référent sécurité
Historique des mises à jour	
Date de création	31/05/2024
Dates de mise à jour	

Activité 12 : Finances

Bureau financier

Finalités	
Finalité 1	Délivrance des cartes achats et gestion de la dép
Finalité 2	Gestion des habilitations CHORUS
Finalité 3	Remboursement des frais de déplacements
Finalité 4	Tableau de suivi des recettes
Finalité 5	Suivi des contrats et marchés en cours avant 2022
Bases de licéité	
RGPD	Oui Article 6 1 (b) et (f) du règlement européen 2016/679
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Fondements juridiques	
Catégories de personnes concernées	
	Agents (dont membres du corps préfectoral)
	Professionnels (Sous-traitants et ses salariés intervenant sur le bâtiment)
Catégories de données traitées	
	Données d'identification, coordonnées professionnelles
	Vie professionnelle (nom de l'entreprise ; administration d'affectation/direction/fonction ; matricule)
	Éléments d'ordre économique et financier (pour la carte achat : n° de carte, plafond annuel autorisé, plafond par opération, solde annuel et mensuel ; RIB ; K-Bis ; attestations fiscales des entreprises).
	Données du véhicule de l'agent (immatriculation, type de véhicule)
Catégories de destinataires	
	Service interne
	Banque
	Syndicats (budgets pour préparer le CSA)
	Comité social d'administration CSA
	Prestataire

Existence de transferts de données hors UE	
	Non
Durée de conservation prévue	
	Document Guide d'archivage de Chorus (ATLAS)
	Document interne plan d'archivage
Mesures de sécurité	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
	Plan d'archivage 2024
Historique des mises à jour	
Date de création	31/05/2024
Dates de mise à jour	

Activité 13 : Logistique

Bureau de la logistique

Finalités	
Finalité 1	Recensement et suivi des travaux – maintenance des appareils
Finalité 2	Gestion du courrier du périmètre ATE
Finalité 3	Registre d'accueil des visiteurs DDETS-PP
Bases de licéité	
RGPD	Oui Article 6 1 (b) et (f) du règlement européen 2016/679
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Fondements juridiques	
Catégories de personnes concernées	
	Agents
	Visiteurs
	Entreprises
Catégories de données traitées	
	Données d'identification, coordonnées professionnelles et personnelles
	Vie professionnelle (nom de l'entreprise ; administration d'affectation/direction/fonction ; matricule)
Catégories de destinataires	
	Service interne
	Comité social d'administration
	Prestataire
Existence de transferts de données hors UE	
	Non
Durée de conservation prévue	
	Charte d'archivage locale
	Bonnes pratiques

Mesures de sécurité	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
	Coffre-fort sécurisé
Historique des mises à jour	
Date de création	31/05/2024
Dates de mise à jour	

Activité 14 : Immobilier

Bureau'immobilier de l'Etat

Finalités	
Finalité 1	Tenue de la liste des entreprises réalisant une prestation dans le bâtiment
Finalité 2	Suivi des contrats et marchés
Finalité 3	Recensement et suivi des travaux – maintenance des appareils
Bases de licéité	
RGPD	Oui Article 6 1 (b) et (f) du règlement européen 2016/679
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Fondements juridiques	
Catégories de personnes concernées	
	Agents
	Professionnels (Sous-traitants et ses salariés intervenant sur le bâtiment)
Catégories de données traitées	
	Données d'identification, coordonnées professionnelles (agents, entreprises)
	Vie professionnelle (nom de l'entreprise ; administration d'affectation/direction/fonction ; matricule)
	Éléments d'ordre économique et financier (Siret, K-Bis, RIB)
Catégories de destinataires	
	Service interne
	Syndicats
	Comité social d'administration
	Prestataire
Existence de transferts de données hors UE	
	Non

Durée de conservation prévue	
Mesures de sécurité	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
Historique des mises à jour	
Date de création	31/05/2024
Dates de mise à jour	

Activité 15 : Étrangers

Bureau des migratit de l'intégration

Finalités	
Finalité 1	Suivi des accords - titres de séjour
Finalité 2	Suivi des refus de séjour, mesures d'éloignement, décisions restrictives de liberté (placement en CRA, assignation à résidence)
Finalité 3	Suivi des étrangers incarcérés
Finalité 4	Suivi des contentieux
Finalité 5	Suivi des demandes d'asile
Finalité 6	Suivi des naturalisations
Finalité 7	Traitement des signalements lutte contre la fraude et trouble à l'ordre public
Finalité 8	Échanges de permis de conduire
Finalité 9	Recensement et suivi des mineurs non accompagnés
Bases de licéité	
RGPD	Oui Article 6 1 (e)
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Fondements juridiques	
	Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile Décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements
Catégories de personnes concernées	
	Usagers et membres de sa famille (ou personne l'hébergeant)
	Élus ou membres d'associations étant intervenues sur le dossier d'un étranger
	Professionnels (avocats)
Catégories de données traitées	
	Données d'identification (dont n° AGDREF, n° OFPRA, n° PRENAT), coordonnées personnelles et professionnelles, pièces justificatives (photocopie passeport, visa, titre de séjour, justificatif de domicile). Date de fin de validité titre de séjour ou passeport
	Photo d'identité ; empreintes digitales
	Vie personnelle (date et lieu de naissance, nationalité, situation familiale, composition du foyer)
	Vie professionnelle (employeur, profession exercée, nom de l'avocat ; mandat électoral)
	Éléments d'ordre économique et financier (salaire perçu, autres ressources ; avis d'imposition)

	Date et nature d'une décision administrative (refus de séjour, OQTF, assignation à résidence)
	Infractions et condamnations (B2, casier judiciaire étranger); comportement de l'étranger au regard de l'ordre public; date de remise en liberté
	Données sensibles: santé (antécédents médicaux et si demandeur présente une situation d'handicap; suivi donné par l'OFII)
	NIR
	Éléments juridictionnels (juridiction, n° de recours, décision de la juridiction rendue, montant des condamnations et des frais irrépétibles)
	Données de localisation (lieu d'incarcération de l'étranger détenu; centre de rétention administratif où l'étranger est placé; adresse du centre d'accueil pour demandeur d'asile)
Catégories de destinataires	
	Service interne
	Référent fraude
	Autres préfectures
	Ministère de l'Intérieur (Direction générale des étrangers en France)
	Autorité judiciaire (procureur de la république; juridictions administratives)
	Autres administrations et assimilées (OFII, administration pénitentiaire, Assurance maladie, consulats de France, départements-aide sociale à l'enfance)
	Forces de l'ordre (gendarmerie, police aux frontières, direction départementale de la sécurité publique)
	Avocats
	Personnes concernées
Existence de transferts de données hors UE	
	Non
Durée de conservation prévue	
	Selon le CESEDA
Mesures de sécurité	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
	Sécurité bâtementaire renforcée
Historique des mises à jour	
Date de création	31/05/2024
Dates de mise à jour	

Activité 16 : Élections

Bureau des électit de l'administration et réglementation générale

Finalités	
Finalité 1	Supervision de la liste des délégués pour les élections
Finalité 2	Rémunération des personnels affectés aux travaux des élections
Finalité 3	Tenue du listing des officiers de police judiciaire habilités à signer les procès-verbaux des élections
Finalité 4	Recueil et instruction des candidatures
Finalité 5	Tenue de la liste électorale (établissement et révision)
Finalité 6	Mise sous pli des documents de propagande électorale
Finalité 7	Composition des bureaux de vote
Finalité 8	Remboursement des frais de campagne
Finalité 9	Délivrance de la carte de maire
Finalité 10	Suivi de la composition des conseils municipaux (dont suivi démissions de maires, adjoints et présidents d'EPCI)
Bases de licéité	
RGPD	Oui Article 6 1 (c) et (e)
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Fondements juridiques	
	Décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départem
	Décret n° 2014-1479 du 9 décembre 2014 relatif à la mise en œuvre de deux traitements automatisés de données à caractère personnel dénommés « Application élection » et « Répertoire national des élus »
Catégories de personnes concernées	
	Candidats et élus
	Agents
	Délégués pour les commissions de contrôle des listes électorales
	Membres des bureaux de vote
Catégories de données traitées	
	Données d'identification (Etat-civil, date et lieu de naissance), coordonnées personnelles et professionnelles (courriel, téléphone et adresse postale)
	Vie professionnelle (profession, fonction, affectation, grade ; n° immatriculation des fonctionnaires en charge de l'organisation logistique des journées électorales ; demande du code CSP pour vérifier les conditions d'éligibilité)
	Infractions et condamnations (B 2)

	Données sensibles : opinions politiques (nuance)
	Éléments d'ordre économique et financier (RIB ; montant de l'indemnité)
	Données de localisation (bureaux de vote ; commune du mandat exercé ; ancienne affectation et commune de désignation pour les délégués)
	NIR
	Durée des mandats ; heures travaillées
Catégories de destinataires	
	Service interne, Cabinet du Préfet
	Mairies
	Ministère de l'Intérieur (DMATES)
	Prestataire (pour la mise sous pli de la propagande électorale ; routeur)
	Partis politiques
	Usagers
	Personnes concernées
Existence de transferts de données hors UE	
	Non
Durée de conservation prévue	
	Selon textes cités
Mesures de sécurité	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
Historique des mises à jour	
Date de création	31/05/2024
Dates de mise à jour	

Activité 17 : Animation, tage interministériels et développement du territoire

Direction du pilotage et de l'animation interministérielle

Finalités	
Finalité 1	Suivi des subventions versées aux territoires et aux associations
Finalité 2	Contacteur les porteurs de projets
Finalité 3	Accompagnement de projets industriels d'entreprises
Finalité 4	Animation des filières industri
Finalité 5	Accompagnement des entreprises en faveur du développement économique du territoire
Finalité 6	Suivi des grands projets touristiques
Finalité 7	Suivi des consulaires
Bases de licéité	
RGPD	Oui Article 6 1 (e)
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Fondements juridiques	
	Décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départem
Catégories de personnes concernées	
	Responsables ou contacts au sein des structures demandeuses
	Usagers
	Élus
	Professionnels
	Collectivités
	Chambres consulaires, syndicats
	Services de l'État
Catégories de données traitées	
	Coordonnées personnelles et professionnelles (Données d'identification, coordonnées postales et téléphoniques, mail)
	Vie professionnelle (dirigeant, raison sociale, siège social)
	Montant de subventions

Catégories de destinataires	
	Service en charge des traitements
	Corps préfectoral
	Professionnels
	Direction en charge des finances (pour le versement)
	Collectivités territoriales du département
	Sous-préfectures
Existence de transferts de données hors UE	
	Non
Durée de conservation prévue	
Mesures de sécurité	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
Historique des mises à jour	
Date de création	31/05/2024
Dates de mise à jour	

Activité 18 : Affaires juridiques

Pôle juridique

Finalités	
Finalité 1	Suivi des contentieux relevant de la compétence du ministère de l'Intérieur y compris les dossiers de contentieux étranger
Finalité 2	Accompagnement sur demande des services sur les autres contentieux - analyses juridiques
Finalité 4	Fichier des interlocuteurs (correspondants du pôle d'appui juridique)
Bases de licéité	
RGPD	Oui Article 6 1 (e)
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Fondements juridiques	
	Décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départem
Catégories de personnes concernées	
	Usagers
	Agents
	Elus locaux
	Avocats / magistrats
Catégories de données traitées	
	Données d'état civil (ça peut être les initiales de l'agent qui traite un dossier) et coordonnées Données sur la vie professionnelle (agents de la fonction publique territoriale, avocat, dirigeant de société) Données sur la vie personnelle Éléments d'ordre économique et financier (rémunération, régime indemnitaire au titre des mandats électoraux, RIB)
	Éléments d'ordre juridicti : n° de recours, juridiction concernée, sens et date de la décision du tribunal, montant des condamnations et des frais irrépétibles
	Potentiellement tout type de données sensibles pour les contentieux. N° d'actes dans télérecours

Catégories de destinataires	
	Service métier de l'Etat en charge des traitements
	Juridictions administratives
	Élus
	Personnes qualifiées
	Avocats / magistrats
Existence de transferts de données hors UE	
	Non
Durée de conservation prévue	
Mesures de sécurité	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
Historique des modifications	
Date de création	31/05/2024
Dates de mise à jour	

Activité 19 : Contrôle de légalité

Bureau du contrôle de légalité

Finalités	
Finalité 1	Élaboration des contentieux (hors étrangers)
Finalité 2	Exercice du contrôle de légalité
Finalité 3	Fichier des interlocuteurs (correspondants du pôle d'appui juridique, référent pour le contrôle de légalité)
Finalité 4	Suivi des dossiers d'urbanisme (ex : liste des membres de la commission de conciliation, permis de construire, démolir etc)
Finalité 5	Gestion des habilitations
Finalité 6	Création des AFR (association foncière de remembrement)
Bases de licéité	
RGPD	Oui Article 6 1 (e)
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Fondements juridiques	
	Décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départem
Catégories de personnes concernées	
	Agents
	Usagers
	Élus locaux
	Avocats
	Professionnels (ex : architectes, géomètres, notaires pour les demandes d'autorisation d'urbanisme)

Catégories de données traitées	
	Données d'état civil (ça peut être les initiales de l'agent qui traite un dossier) et coordonnées (personnes concernées par les soumis au contrôle de légalité) Données sur la vie professionnelle (agents de la fonction publique territoriale, avocat, dirigeant de société, données cerfa permis de construire) Données sur la vie personnelle (identification, coordonnées, contrat de travail, arrêtés de titularisation) Éléments d'ordre économique et financier (rémunération, régime indemnitaire au titre des mandats électoraux, RIB, données cadastrales)
	Éléments d'ordre juridicti : n° de recours, juridiction concernée, sens et date de la décision du tribunal, montant des condamnations et des frais irrépétibles
	Potentiellement tout type de données sensibles pour les contentieux.
	N° d'actes dans télérecours (peut ouvrir tous les contentieux en cours de la préfecture, accès aux dossiers, pièces, etc)
Catégories de destinataires	
	Service en charge des traitements
	Juridictions administratives
	Élus
	Personnes qualifiées
Existence de transferts de données hors UE	
	Non
Durée de conservation prévue	
	Urbanisme : dossiers papier détruits après 5 ans (suivi 1 fois tous les trimestres), Transmissions aux archives départementales après 10 Soutien des archives départementales
	Archivage automatique sur l'application ACTE
	Archives vivantes
Mesures de sécurité	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
Historique des modifications	
Date de création	31/05/2024
Dates de mise à jour	

Activité 20 : Politique environnementale

Bureau'environnement

Finalités	
Finalité 1	Suivi des personnes exerçant la fonction de commissaire enquêteur (ex : recensement sur la liste d'aptitude et assurer une communication avec eux)
Finalité 2	Organisation des enquêtes publiques
Finalité 3	Réunion des commissions environnementales (convocations)
Bases de licéité	
RGPD	Oui Article 6 1 (e)
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Fondements juridiques	
	Décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départem
Catégories de personnes concernées	
	Exploitants d'établissements relevant de la législation liée à l'environnement
	Professionnels (commissaires enquêteurs, représentants d'associations et de divers organismes)
	Usagers (citoyens)
	Associations
	Élus
Catégories de données traitées	
	État parcellaire : Données d'identification, coordonnées postales et téléphoniques, justificatifs (CNI)
	Vie professionnelle (profession exercée, fonction, date de fin de fonction, nombre d'enquêtes réalisées et de formations suivies sur les deux dernières années pour le candidat à la liste des commissaires enquêteurs), pièces justificatives (documents justifiant du parcours professi pour obtenir le titre souhaité)
	Vie économique (RIB, cartes grises, capacités financières d'un porteur de projet - document public)
	Mandat (date de fin de fonction)
	Observations du public
	Infractions et condamnations (B2 pour la fonction de commissaire enquêteur)

Catégories de destinataires	
	Service en charge des traitements ; préfectures des départements limitrophes (liste des commissaires enquêteurs)
	Membres des commissions
	Collectivités territoriales du département
	Cours et tribunaux administratifs
	Autres services de l'État (DDI)
	Pétitionnaires
	Usagers
	Commissaires enquêteurs
	Associations
Existence de transferts de données hors UE	
	Non
Durée de conservation prévue	
	Application de bonnes pratiques des archives départementales : versements ou destruction après 10 ans
	Destruction des documents liés aux commissaires enquêteurs dès la fin de leur activité
Mesures de sécurité	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
	Anonymisation des données lors d'une diffusion publique
Historique des mises à jour	
Date de création	31/05/2024
Dates de mise à jour	

Activité 21 : Contrôle budgétaire et intercommunalité

Bureau des finances et de l'intercommunalité

Finalités	
Finalité 1	Exercice du contrôle de légalité des budgétaire et des statuts des EPCI
Finalité 2	Permettre le suivi des dotations par collectivité
Finalité 3	Suivi des recours gracieux
Finalité 4	Suivi des contentieux (hors étrangers)
Finalité 5	Entretiens professionnels annuels des agents
Bases de licéité	
RGPD	Oui Article 6 1 (e)
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Fondements juridiques	
	Décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départem
Catégories de personnes concernées	
	Agents
	Usagers
	Élus locaux
	Avocats
Catégories de données traitées	
	Données d'état civil (ça peut être les initiales de l'agent qui traite un dossier) et coordonnées (personnes concernées par les soumis au contrôle de légalité) Données sur la vie professionnelle (agents de la fonction publique territoriale, avocat, dirigeant de société) Données sur la vie personnelle (entretien pro) Données sur la vie professionnelle des agents (entretien pro) Éléments d'ordre économique et financier (rémunération, régime indemnitaire au titre des mandats électoraux)
	Éléments d'ordre juridicti : n° de recours, juridiction concernée, sens et date de la décision du tribunal, montant des condamnations et des frais irrépétibles.
	Potentiellement tout type de données sensibles pour les contentieux.
	N° d'actes dans télérecours
	Annuaire

Catégories de destinataires	
	Service en charge des traitements
	Juridictions administratives
	Élus
	Personnes qualifiées
Existence de transferts de données hors UE	
	Non
Durée de conservation prévue	
	Tri annuel sur le contrôle budgétaire : à la fin de l'exercice, 5 ans de conservation → bordereau de destruction
Mesures de sécurité	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
Historique des mises à jour	
Date de création	31/05/2024
Dates de mise à jour	

Activité 22 : Ruralité

Laboratoire de la ruralité

Finalités	
Finalité 1	Missions d'appui à l'innovation du territoire
Finalité 2	Missions d'appui à l'aménagement du territoire
Finalité 3	Contribution aux travaux du bâti dégradé et vacant
Finalité 4	Déploiement d'expérimentations écologiques
Finalité 5	Déploiement d'initiatives culturelle d'offres de santé
Finalité 6	Instruction des demandes pour les commerces ruraux
Finalité 7	Favoriser l'accès à l'emploi
Bases de licéité	
RGPD	Oui Article 6 1 (e)
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Fondements juridiques	
	Décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départem
Catégories de personnes concernées	
	Agents (DDT, com com, mairies)
	Usagers
	Élus
	Professionnels (architecte, artisans, insertion)
	Associations
	Syndicats (mutualité française, ordre des dentistes)
Catégories de données traitées	
	Identités, coordonnées
	Vie personnelle
	Vie professionnelle (SIRET, coordonnées dirigeant,CV)
	Données économiques (emprunts, plan de financement)
	Statistiques
	Indicateurs qualité

Catégories de destinataires	
	AFPA
	Autres administrations (services publics, mairies, chambres consulaires...)
Existence de transferts de données hors UE	
	Non
Durée de conservation prévue	
Mesures de sécurité	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
Historique des modifications	
Date de création	31/05/2024
Dates de mise à jour	